

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 29 juin 2022

**Arrêté préfectoral complémentaire
n°ICPE-2021-040**

Société FERROPEM

Communes de Montricher-Albanne et Saint-Julien-Montdenis

*Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite*

VU le Code de l'environnement et notamment son livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les dispositions des articles R515-58 et suivants du code de l'environnement concernant les installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe R.511-9 du code de l'environnement ;

VU la directive européenne sur les émissions industrielles 2010/75/UE dite directive IED adoptée le 24 novembre 2010 et entrée en vigueur le 07 janvier 2013 ;

VU la décision d'exécution n°2016/1032 de la commission du 13 juin 2016 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, dans l'industrie des métaux non ferreux, parue au journal officiel de l'union européenne le 30 juin 2016 ;

VU le décret n°2013-374 du 02 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU les décrets n° 2013-375 du 02 mai 2013 et n° 2014-285 du 3 mars 2014 relatifs à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2017-849 du 09 mai 2017 modifiant les dispositions réglementaires du code de l'environnement relatives aux installations mentionnées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU le décret n°2020-828 du 30 juin 2020 modifiant la nomenclature et la procédure en matière de la police de l'eau ;

VU l'arrêté du 02 mai 2013 modifiant l'arrêté du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R. 512-45 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 02 mai 2013 modifiant l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 02 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 réglementant l'ensemble des activités exercées par la société FERROPEM sur le territoire de la commune de Montricher-Albanne ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 novembre 2009 relatif à l'étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 août 2014 prescrivant la constitution de garanties financières ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2016 portant prescriptions complémentaires en cas d'atteinte du niveau alerte du dispositif inter-préfectoral de gestion des épisodes de pollution ;

VU le dossier de réexamen « BREF NFM » envoyé par courrier du 21 juillet 2017 ;

VU le rapport de base envoyé par courrier du 21 juillet 2017 ;

VU la synthèse des mesures environnementales de 2017 de la société FERROPEM décrivant les études de la société ACI Environnement ;

VU le courrier du 04 novembre 2013 de la société FERROPEM déterminant les rubriques de la nomenclature des installations classées relatives aux installations exploitées à l'usine de Montricher relevant de la directive IED

VU le courrier du 24 juin 2015 de la société FERROPEM déterminant le régime et le classement ICPE de l'établissement de Montricher, conformément à la directive SEVESO III ;

VU les courriers du 29 juin 2018 et du 12 décembre 2019 de la société FERROPEM concernant l'état d'avancement des projets en cours ;

VU le courrier du 12 septembre 2019 de la société FERROPEM concernant l'abandon du forage « nappe des alluvions » et des mesures effectuées pour le comblement de cet ouvrage ;

VU le courrier du 12 septembre 2019 de la société FERROPEM attestant de l'arrêt et de la mise en sécurité de l'unité de silicium photovoltaïque et demandant la suppression de la rubrique 4610 ;

VU le courrier du 26 mars 2020 attestant de la suppression du stockage d'azote sur le site de Montricher ;

VU le courriel du 30 juillet 2019 de la société FERROPEM attestant des simplifications de l'arrêté préfectoral du site ;

VU le courriel du 11 septembre 2019 de la société FERROPEM décrivant les dimensions de la conduite du filtre fumées diffuses ;

VU les courriels du 07 et du 10 octobre 2019 de la société FERROPEM pour la modification du tableau de classement des rubriques ICPE ;

VU le courriel du 30 mars 2020 de la société FERROPEM décrivant le positionnement du site vis-à-vis de la MTD7 du BREF NFM ;

VU le rapport de la surveillance pérenne du 21 mars 2017 mise en place dans le cadre de la démarche relative aux rejets de substances dangereuses dans l'eau ;

VU les courriels du 17 décembre 2019 et du 06 février 2020 de la société FERROPEM en retour du courrier de l'inspection du 24 octobre 2019 sur le positionnement de la société FERROPEM par rapport à l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 ;

VU le courriel du 18 juin 2020 de la société FERROPEM sur son positionnement vis-à-vis des rubriques IOTA.

VU les courriels du 08 juillet 2020 et du 20 juillet 2020 de la société FERROPEM sur l'installation d'un nouveau filtre en gare, afin d'aspirer les fines de quartz lors du déchargement des wagons.

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL) du 06 décembre 2018 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 21 avril 2022;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 22 avril 2022 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport sus-visé ;

CONSIDÉRANT que l'analyse du dossier de réexamen a mis en évidence la nécessité d'actualiser les prescriptions applicables au site exploité par la société FERROPEM sur le site de Montricher, afin de prendre en compte les conclusions du BREF de l'industrie des métaux non ferreux, et en particulier les niveaux d'émission associés aux MTD ;

CONSIDÉRANT qu'en ce sens, il y a lieu de renforcer les prescriptions applicables en matière de surveillance des rejets atmosphériques et aqueux, de fixer de nouvelles valeurs limites d'émission ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réduire les émissions diffuses ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît nécessaire d'effectuer une interprétation de l'état des milieux afin d'évaluer l'impact des rejets atmosphériques et de mettre à jour en conséquence la surveillance autour du site ;

CONSIDÉRANT l'abandon du forage dans la nappe des alluvions et qu'il y a lieu de prendre en compte sa suppression ;

CONSIDÉRANT l'arrêt de l'unité silicium photovoltaïque et la nécessité de mettre à jour la liste des conduits et installations raccordées et de supprimer la rubrique 4610 de la nomenclature du site de Montricher ;

CONSIDÉRANT la suppression du stockage d'azote sur le site et qu'il y a lieu de prendre en compte sa suppression ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre en compte la mise en place d'un nouveau filtre en gare afin de capter les émissions de fines de quartz lors du déchargement des wagons ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'intégrer les dispositions de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant notamment l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation, lequel modifie la liste des substances à surveiller dans les rejets aqueux et fixe des valeurs limites de rejet et des fréquences de surveillance ;

CONSIDÉRANT que les résultats de la surveillance pérenne des substances dangereuses dans l'eau conduisent à maintenir l'analyse de certaines substances ;

CONSIDÉRANT les modifications de la nomenclature des installations classées intervenues depuis l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2010 susvisé, notamment par les décrets n° 2013-375 du 02 mai 2013 et n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées et qu'il convient d'actualiser la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées présentes sur le site ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement afin de mettre à jour et d'ajuster les prescriptions techniques fixées par l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 réglementant l'ensemble des activités exercées par la société FERROPEM dans son établissement situé sur le territoire de la commune de Montricher ;

SUR proposition de Madame la secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 est supprimé et remplacé par les dispositions ci-dessous.

ARTICLE 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
480 1	1	A NCAS, A, E, D,	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses	Stockage de houille, charbon, brai	Quantité susceptible d'être présente	>500	t	7600 t
325 0	a	A	Transformation des métaux non ferreux : a) Production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques	Production de silicium	/	/	/	/
342 0	e	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation	Production de silicium	Rubrique « principale »	/	/	/

			chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : e) Non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium						
254 6	a	A	Traitement des minerais non ferreux, élaboration et affinage des métaux et alliages non ferreux (à l'échelle industrielle) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3250	3 fours de fabrication du silicium de 20MW, 20MW et 28MW	Capacité de production	>2	t/j	68 140	MW t/j
251 5	1	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la	Ateliers de conditionnement du silicium 2*250kW	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant simultanément au fonctionnement de l'installation	>200	kW	500	kW

			sous-rubrique 2515-2						
292 1	a	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)	Tour ouverte d'une puissance de 12MW	Puissance thermique maximale évacuée	≥ 3000	kW	12	MW
471 8	2 b	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Stockage de propane d'une capacité de 23,25 tonnes	Quantité totale susceptible d'être présente	$6 < q < 50$	t	23,25	t
422 0	3	DC	Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public	Cartouches de tir au canon : 0,081 tonne	Quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente	< 100	kg	81	kg
256 4	2	DC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670	Cuves de traitement de 225 litres	Volume total des cuves de traitement	> 200	L	225	L
472 5	2	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	Stockage de 65,3 tonnes.	Quantité totale susceptible d'être présente	$2 < q < 200$	t	65,3	t
153 2	3	D	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et	Dépôt de bois de 3000 m ³	Volume total susceptible d'être stocké	$1000 < V \leq 20000$	m ³	3000	m ³

		les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public						
--	--	--	--	--	--	--	--	--

AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), A (Autorisation), E (enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration soumis au contrôle périodique).

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'établissement n'est pas classé SEVESO à la date du présent arrêté au regard du classement des installations.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique n°3420-e "Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : e) non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium". Le BREF associé est le BREF NFM "Industrie des métaux non ferreux".

L'installation est visée par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubrique	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Classement
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m ³ /j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau	Rejet dans les eaux superficielles de « l'Arc » : 7 200 m ³ /j	D

ARTICLE 2

Les dispositions relatives aux installations de production de silicium de qualité photovoltaïque et en particulier l'article 8.5 sont supprimées.

ARTICLE 3

Les dispositions de l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sont complétées par les dispositions ci-dessous.

ARTICLE 3.1.5 ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

L'exploitant tiendra à jour la liste des principales sources d'émissions diffuses de poussières.

L'exploitant transmettra à l'inspection sous 3 mois avant la réalisation du projet de recoulée, principal émetteur des émissions diffuses du site, un Porter à Connaissance (PAC).

L'exploitant diminuera de 40 % ses émissions diffuses.

Douze mois après la réalisation du projet de recoulée, l'exploitant réalisera une interprétation de l'état des milieux, conformément au guide INERIS « Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires – Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées » de septembre 2021. L'objectif principal de cette étude est l'évaluation de l'impact des émissions passées et présentes et la compatibilité de l'état des milieux autour de l'installation avec les usages constatés. Pour cela seront pris notamment en compte les résultats de la surveillance autour du site sur les poussières et les métaux définie à l'article 12 du présent arrêté. Un an au moins de campagne de surveillance, représentative de la production du site, sera pris en compte. La surveillance dans l'environnement définie à l'article 12 du présent arrêté pourra être adaptée en fonction des résultats de cette IEM.

ARTICLE 4

L'exploitant mettra en place le nouveau filtre en gare pour le déchargement des quartz, 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous.

ARTICLE 3.2.2 CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Installations raccordées	Autres caractéristiques
1	Four 4	Filtre à manches de type bag-house
2	Four 5	Filtre à manches de type bag-house
3	Four 6	Filtre à manches de type bag-house
4	Captation coulées et recoulées des fours 4, 5 et 6	Filtre fumées diffuses collectant les zones de coulée des fours et les zones d'affinage et de recoulées Filtre à manches de type bag-house
5	Conditionnement	Filtre de conditionnement Cheminée
6	Déchargement de quartz	Filtre à manches de type bag-house

ARTICLE 6

Les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sont remplacées par les dispositions ci-dessous.

ARTICLE 3.2.3 CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m (*)	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
1	Four 4	-	-	154800	- (*)
2	Four 5			192240	- (*)
3	Four 6			204480	- (*)
4	Captation coulées et recoulées des fours 4, 5 et 6			-	- (*)
5	Conditionnement	18	1,4	45000	10
6	Déchargement de quartz	-	-	-	- (*)

(*) Non représentatif du fait des installations de bag-house

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 7

Les dispositions de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sont remplacées par les dispositions ci-dessous.

1.

ARTICLE 3.2.5 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1 (four 4)	Conduit n°2 (four 5)	Conduit n°3 (four 6)	Conduit n°4 (captation coulées et recoulées des fours 4, 5 et 6)	Conduit n°5 (conditionnement)	Conduit n°6 (Déchargement de quartz)
Poussières	5	5	5	3	5	5
SO ₂	50	50	50	50	-	-
NO _x en équivalent NO ₂	50	50	50	50	-	-

COVNM	10	10	10	10	-	-
Métaux : Sb+Cr (dont Cr6)+ Co+Cu+Sn+Mn+Ni+ Pb+Cd+ V+Zn+Bi+Tl+Ti+Hg+ As+Al+Se+Te	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	-
HAP (*)	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF) en ngl-TEQ/Nm ³⁽¹⁾	0,05	0,05	0,05	0,05	-	-
(*) Liste des 16 HAP de la liste US EPA : naphthalène – acétylène – acénaphène – fluorène – phénanthrène – anthracène – fluoranthène – pyrène - benzo(a)anthracène – benzo(b)fluoranthène - benzo(k)fluoranthène – benzo(g,h,i)pérylène – indéno(1,2,3-c,d)pyrène – dibenzo(a,h)anthracène – benzo(a)pyrène – chrysène (1) en moyenne sur une période d'échantillonnage d'au moins 6 heures						

ARTICLE 8

Les dispositions de l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous.

ARTICLE 3.2.6 VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux maximum	Conduit n°1 (four 4)	Conduit n°2 (four 5)	Conduit n°3 (four 6)	Conduit n°4 (captation coulées et recoulées des fours 4, 5 et 6)	Conduit n°5 (conditionnement)	Conduit n°6 (Déchargement de quartz)	Émissions totales (canalisé + diffus)
Poussières (en kg/h)	2.5	2.5	2.5	1	0.25	0.25	90 tonnes/an
SO ₂ (en kg/h)	20	20	20	5	-	-	400 tonnes/an
NO _x en équivalent NO ₂ (en kg/h)	20	20	20	5	-	-	400 tonnes/an
COVNM (en kg/h)	3	3	3	3	-	-	30 tonnes/an
Métaux (en g/h): Sb+ Cr(dont Cr6)+Co+Cu +Sn+Mn+Ni+P b+Cd+V+Zn+B	50	50	50	50	50	-	2,5 tonnes/an

i+Ti+Tl +Hg+As+Al+Se +Te							
HAP (en g/h) (*)	1	1	1	1	-	-	35 kg/an
Dioxines (PCDD/PCDF) (en µg/h)	20	20	20	20	-	-	4 mg/an
(*) Liste des 16 HAP de la liste US EPA : naphtalène – acétylène – acénaphène – fluorène – phénanthrène – anthracène – fluoranthène – pyrène – benzo(a)anthracène – benzo(b)fluoranthène – benzo(k)fluoranthène – benzo(g,h,i)pérylène – indéno(1,2,3-c,d)pyrène – dibenzo(a,h)anthracène – benzo(a)pyrène – chrysène							

ARTICLE 9

Les dispositions relatives au prélèvement d'eau en nappe par forage et toute mention faisant référence à la nappe des alluvions ou puits d'alimentation de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sont supprimées.

En particulier, l'article 4.1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 est supprimé. Les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous.

ARTICLE 4.1.1 ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m³/an)	Prélèvement maximal	
				Horaire (m³/h)	Journalier (m³/j)
Eau de surface (rivière, lac, etc.)	Eau de l'Arc depuis la retenue de St-Martin-la-porte	DR361b	4 380 000	500	12000
Réseau public	Montricher-Albanne	73173	Eaux domestiques uniquement		

ARTICLE 10

Les dispositions de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous.

ARTICLE 4.3.9.1 REJETS DANS LE MILIEU NATUREL

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Les rejets 1, 2 et 3 s'effectuent dans le même milieu que le milieu de prélèvement. La conformité des rejets par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle. Dans ce cas, l'exploitant devra pouvoir justifier à tout moment de la teneur et des flux dans les eaux amont (eaux issues de l'Arc) pour les polluants concernés.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière (mg/l) – échantillon 24h	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique	Flux moyen mensuel (kg/j) ou flux spécifique moyen mensuel
DCO	1314	125	260	200
DBO5	1313	20	50	20
Hydrocarbures totaux	7009	1	4	2
MEST	1305	35	280	200
Composés organiques halogénés (exprimés en AOX)	1106	1	1,5	1
Indice Phénol	1440	0,3	0,4	0,3
Chloroalcanes C10-C13 ⁽²⁾	1955	0,025	0,1	
Tetrachloroéthylène ⁽¹⁾	1272	0,01	0,01	
Trichloroéthylène ⁽¹⁾	1286	0.01	0.01	
Somme des 5 HAP (Benzo(a)pyrène+Benzo(b)fluoranthène+Benzo(k)fluoranthène+Benzo(g,h,i)pérylène+Indéno(1,2,3-cd)pyrène) ⁽²⁾	7088	0.01	0.0005	0.0004
Nonylphénols	1958	0,01	0.001	
Octylphénols	8672	0,025	0,002	
Anthracène ⁽²⁾	1458	0,01	0.0005	
Fluoranthène	1191	0.01	0.0005	
Azote global	1551	10	20	

Phosphore total	1350	1	1	
Fer	1393	5	3	
Arsenic	1369	0,1	0,08	
Cadmium ⁽²⁾	1388	0.05	0.04	
Chrome total	1389	0,1	0,2	
Chrome VI	1371	0.05	0,1	
Cuivre et ses composés	1392	0,5	0.1	0,08
Mercure ⁽²⁾	1387	0.025	0.004	
Nickel et ses composés	1386	0,2	0.06	
Plomb	1382	0,2	0.2	
Zinc	1383	1	3	1

(¹) substances à supprimer au titre du SDAGE.

(²) substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée, en application de l'art 22-2-III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur. Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 et 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière (mg/l) – échantillon 24h	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique	Flux moyen mensuel (kg/j) ou flux spécifique moyen mensuel
MEST	1305	35	2.8	1.7
Hydrocarbures totaux	7009	10	0.8	0.6

ARTICLE 11

Les dispositions du chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sont abrogées et l'exploitant devra satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de

l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 12

Les dispositions du chapitre 8.4 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le stockage de bois est réalisé dans des îlots de stockage d'une superficie maximum de 500 m² isolés entre eux soit par des espaces libres de 10 mètres soit par des parois de propriété feu REI 120.

Les aires de stockage sont équipées d'un revêtement étanche. La manipulation des matières premières est réalisée de manière à minimiser les émissions de poussières.

L'utilisation de transporteurs ouverts n'est autorisée que si leur vitesse est inférieure à 3,5 mètres par seconde.

La teneur en soufre des agents réducteurs utilisés sur le site fera l'objet d'un suivi. Les filières d'approvisionnement favorisant une faible teneur en soufre sont privilégiées et respectent les exigences minimales suivantes :

Type de réducteur	Teneur maximal en soufre
Coke de pétrole	3,00%
Coke	0,75%
Houille	0,75%
Charbon de bois	0,5%

ARTICLE 13

Les dispositions du paragraphe 9.2.1.1.1 de l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous.

9.2.1.1.1 Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses

Les mesures portent sur les rejets suivants, tels que décrits à l'article 3.2.2 :

<i>Emissaires</i>	Conduit n°1 (four 4)	Conduit n°2 (four 5)	Conduit n°3 (four 6)	Conduit n°4 (captation coulées et recoulées des fours 4, 5 et 6)	Conduit n°5 (conditionnement)	Conduit n°6 (déchargement de quartz)
Débit	semestriel ⁽¹⁾	semestrielle ⁽¹⁾	semestriel ⁽¹⁾	semestrielle ⁽¹⁾	semestrielle	semestrielle
O ₂	semestriel	semestrielle	semestriel	semestrielle	semestrielle	semestrielle
CO ₂	semestriel	semestrielle	semestriel	semestrielle	semestrielle	semestrielle
Poussières	Trimestrielle ⁽²⁾	Trimestrielle ⁽²⁾	Trimestriel ⁽²⁾	semestrielle ⁽²⁾	semestrielle	semestrielle

SO ₂	semestriel le	semestrie lle	semestriell e	semestrielle	-	
NO _x	semestriel le	semestrie lle	semestriell e	semestrielle	-	
COVNM totaux	semestriel le	semestrie lle	semestriell e	semestrielle	-	
Métaux ⁽³⁾ :Sb+Cr (dont Cr6 ⁽⁴⁾)+ Co+Cu+Sn+Mn +Ni+Pb+V+Zn+B i+Ti+Tl+As+Hg+ Cd+Al+Se+Te	semestriel le	semestrie lle	semestriell e	semestrielle	semestrielle	
HAP (**) ⁽⁵⁾	semestriel le	semestrie lle	semestriell e	semestrielle	-	
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF)	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	

(1) Dans le cas des bag-houses, les débits sont évalués en amont et en aval du traitement en tenant compte du facteur de dilution, calculé à partir d'un paramètre gazeux également mesuré en amont et aval du traitement.

(2) Prise en compte du facteur de dilution, calculé à partir des teneurs en SO₂ en amont et en aval du bag-house.

(3) Les rapports d'analyses distingueront pour la concentration des métaux la partie particulière de la partie gazeuse.

(4) Les rapports d'analyses préciseront la concentration en Cr6. Le flux horaire ainsi que le flux total site devra être estimé.

(5) La surveillance des HAP pourra être interrompue si les 4 prochaines mesures ne mettent pas en évidence ces substances.

(**) Liste des 16 HAP de la liste US EPA : naphtalène – acétylène – acénaphène – fluorène – phénanthrène – anthracène – fluoranthène – pyrène – benzo(a)anthracène – benzo(b)fluoranthène – benzo(k)fluoranthène – benzo(g,h,i)pérylène – indéno(1,2,3-c,d)pyrène – dibenzo(a,h)anthracène – benzo(a)pyrène – chrysène

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Au moins une fois par an (ou selon les périodicités prévues par le présent arrêté), l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

ARTICLE 14

Une étude technico-économique sur la mise en œuvre d'un dispositif de mesure ou d'évaluation en continu des émissions atmosphériques de poussières issues de chacune

des 3 installations de filtration des fours est réalisée par l'exploitant et transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Cette étude sera notamment basée sur le retour d'expérience des dispositifs mis en place sur les autres sites exploités par la société FERROPEM. L'étude est accompagnée d'un échéancier de mise en œuvre.

ARTICLE 15

Les dispositions de l'article 9.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous.

9.2.1.2. Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthode de mesure
Poussières	Collecte en continu, analyse mensuelle	Retombées de poussières et de métaux collectées dans les jauges d'OWEN, situées sur les stations L'illaz, villa directeur, Le bochet et gare
Métaux (Sb+Cr (dont Cr6)+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+Pb+V+Zn+Bi+Tl+As+Hg+Cd+Al+Se+Te		

ARTICLE 16

Les dispositions de l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous.

9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
		Type de suivi	Périodicité de la mesure
Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : N°2 et 3 (cf. repérage du rejet sous article 4.3.5)			
Hydrocarbures totaux	7009	Echantillon moyen 24h	Semestrielle
MEST	1305	Echantillon moyen 24h	Semestrielle
Eaux résiduelles après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (cf. repérage du rejet sous article 4.3.5)			
Débit		Prélèvement instantané	Mensuelle
pH		Prélèvement instantané	Mensuelle
Température		Prélèvement instantané	Mensuelle

DCO	1314	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽¹⁾
DBO5	1313	Echantillon moyen 24h	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	7009	Echantillon moyen 24h	Trimestrielle
MEST	1305	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽¹⁾
AOX	1106	Echantillon moyen 24h	Mensuelle
Indice Phénol	1440	Echantillon moyen 24h	Mensuelle
Chloroalcanes C10-C13	1955	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽¹⁾
Tetrachloroéthylène	1272	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽¹⁾
Trichloroéthylène	1286	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽¹⁾
Somme des 5 HAP (Benzo(a)pyrène+Benz o(b)fluoranthène+Ben zo(k)fluoranthène+Be nzo(g,h,i)pérylène+Ind éno(1,2,3-cd)pyrène)	7088	Echantillon moyen 24h	Trimestrielle
Nonylphénols	1958	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽¹⁾
Octylphénols	8672	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽¹⁾
Anthracène	1458	Echantillon moyen 24h	Semestrielle
Fluoranthène	1191	Echantillon moyen 24h	Annuelle
Azote global	1551	Echantillon moyen 24h	Annuelle
Phosphore total	1350	Echantillon moyen 24h	Annuelle
Fer	1393	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽²⁾
Arsenic	1369	Echantillon moyen 24h	Trimestrielle ⁽²⁾
Cadmium	1388	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽²⁾
Chrome total	1389	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽²⁾
Chrome VI	1371	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽²⁾
Cuivre	1392	Echantillon moyen 24h	Trimestrielle ⁽²⁾
Mercure	1387	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽²⁾
Nickel	1386	Echantillon moyen 24h	Trimestrielle ⁽²⁾
Plomb	1382	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽²⁾
Zinc	1383	Echantillon moyen 24h	Mensuelle ⁽²⁾

⁽¹⁾ mesures mensuelles pendant 1 an, sur une période représentative de l'activité, à compter de la notification du présent arrêté. Un contrôle sera réalisé durant cette période par un organisme agréé sur ces paramètres, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. A l'issue de cette période, la fréquence minimale de surveillance pourra être allégée ou augmentée en fonction des niveaux de rejets, après accord de l'inspection des installations classées.

⁽²⁾ MTD 16 du BREF NFM : La fréquence de surveillance peut être adaptée si les séries de données montrent clairement une stabilité suffisante des émissions. La fréquence

de surveillance sera ajustée en fonction des résultats de mesure, conformément à l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

ARTICLE 17

Les dispositions de l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 sur la surveillance des eaux souterraines sont modifiées et complétées afin de surveiller une fois tous les deux ans les substances pertinentes du site, susceptibles de se retrouver dans l'eau et listées à l'annexe 1 du présent arrêté, ou les traceurs de risques représentatifs de ces substances.

Le paramètre « métaux », suivi semestriellement, est complété et défini par la liste des métaux suivants : Fer, Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb et Zinc.

L'exploitant fournira sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une proposition visant à compléter le réseau piézométrique actuel en installant un nouveau piézomètre en amont hydraulique du site.

ARTICLE 18

Tous les 10 ans à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant proposera un programme d'investigation pour la surveillance du sol, en fonction des événements survenus ayant pu entraîner une pollution du sol depuis le dernier rapport de base.

Ce programme sera basé sur la liste des substances pertinentes du site, en annexe 1 du présent arrêté, et établie dans le rapport de base.

ARTICLE 19 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Grenoble par :

1° les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

ARTICLE 20 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie des communes de Montricher Albanne et Saint Julien Montdenis, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des communes de Montricher Albanne et Saint Julien Montdenis et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de des communes de Montricher Albanne et Saint Julien Montdenis pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires des communes de Montricher Albanne et Saint Julien Montdenis feront connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE 21 : EXÉCUTION

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée aux maires de Montricher-Albanne et Saint-Julien-Montdenis,

Le Préfet,


Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale,

Juliette PART

ANNEXE 1

Liste des substances dangereuses pertinentes retenues

Produits	Substances dangereuses pertinentes
TCD 2462	Acide Etidronique
TM 6000 DC	Mélange de 5-chloro-2-méthyl-2H-isothiazol-3-one 2-méthyl-2H-isothiazol-3-one



Le préfet de la Savoie,
Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du 9 JUIN 2021

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale,

Juliette PART